

COMITE SUPERIEUR DE CONCERTATION

Le 22 octobre 2014 le **comité supérieur de concertation 130** a eu lieu avec, à l'ordre du jour, les points suivants.

– Vincent Gilles – Vincent Houssin

PRECEDEMMENT

Le président du comité se fait excuser et se fait représenter par Wim Liekens. Le président suppléant propose de traiter uniquement le point relatif à la problématique de l'Ebola.

Néanmoins, nous demandons d'aborder également les points concernant la sécurité du personnel.

Le SLFP-Police a formulé quatre questions :

- Nous exigeons que la note de DGA relative aux maladies soit inscrite à l'ordre du jour. Ce point sera mis à l'ordre du jour du prochain CSC.
- Les plans d'action annuels de bien-être doivent être présentés au comité avant le 1er novembre 2014. Nous demandons qu'un CSC urgent soit organisé à cet effet.
- Nous attendons toujours la note relative à l'achat d'équipement de travail suivant la procédure des trois feux verts.
- Il se murmure que les syndicats (?) auraient demandé de placer à nouveau le dispositif de sécurité sur les armes Smith & Wesson. Nous pouvons prouver cette rumeur par un e-mail. Nous demandons à l'autorité de s'informer de savoir qui a pris la décision de replacer le dispositif de sécurité. En aucun cas cette demande n'a été formulée par le SLFP-Police.

PROBLEMATIQUE 'EBOLA'

Le représentant de la LPA/Brunat donne un aperçu des mesures prises depuis que la maladie s'est déclarée. Plusieurs notes de service ont été publiées prévoyant l'arrêt des missions d'éloignement pour les trois pays à risques, la mise à disposition d'équipements de sécurité supplémentaires et l'organisation de sessions d'information pour les membres du personnel, en collaboration avec le service de prévention.

Les notes de service ont été envoyées par teamware. Jusqu'à ce jour, 147 membres du personnel ont suivi une session d'information.

Le SLFP-Police souligne qu'une politique de bien-être doit aller au-delà de la publication de notes de service et que l'employeur et la ligne hiérarchique devraient se rendre sur le terrain pour voir de leurs propres yeux si les équipements de protection individuelle sont disponibles, si les membres du personnel savent comment les



utiliser et où les trouver. Cela leur permettrait également de sensibiliser le membre du personnel, sur son lieu de travail, aux facteurs de risque de l'infection par le virus Ebola.

MENACE E.I. A L'EGARD DES POLICIERS BELGES

EQUIPEMENT DES POLICIERS A L'OCCASION DE MANIFESTATIONS

ETAT DES LIEUX DE LA SITUATION FINANCIERE DE LA POLICE FEDERALE

Points reportés.